

ANNONCE TRANSMISE
AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE - PROCÉDURE ADAPTÉE
DATE D'ÉMISSION : 05/02/2019 - 10:32

CONTENU DE VOTRE AVIS

NB : cet aperçu ne reflète que votre saisie.

Les organes de publication se réservent la possibilité de remettre en forme l'annonce définitive en fonction des impératifs d'édition.

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : Alter Public, agissant au nom et pour le compte de la Commune de la Meignanane - Commune déléguée de Longuenée en Anjou

Correspondant : M. Michel BALLARINI, Directeur général, 48 C Boulevard Foch - BP 80110, 49101 Angers cedex 02, tél. : 02 41 18 21 21, courriel : l.thomas@anjouloireterritoire.fr, adresse internet : <http://www.anjouloireterritoire.fr>, adresse internet du profil acheteur : <https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/index.jsp>

Le pouvoir adjudicateur agit pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs

Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur :

- SPL d'Aménagement de territoire

Objet du marché : Travaux de requalification du centre bourg de la Meignanane - Commune déléguée de Longuenée en Anjou (49)

Type de marché de travaux : exécution

Code NUTS : FRG02

L'avis implique un marché public

Caractéristiques principales :

- Des variantes seront-elles prises en compte : oui
- Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au cahier des charges (solution de base). Les variantes administratives ne sont pas autorisées. Les variantes techniques sont admises sous réserve :
 - qu'elles ne portent pas atteinte aux performances techniques et, en général, aux caractéristiques essentielles du projet
 - qu'elles soient chiffrées dans un acte d'engagement distinct. Chaque variante devra être clairement désignée comme telle.
 - qu'elles soient accompagnées d'un B.P.U modifié mettant en évidence les prix modifiés par rapport à l'offre de base.
 - qu'elles soient accompagnées de tous les éléments techniques permettant d'en valider le contenu (notices descriptives, notes de calcul, bilan comparatif d'exploitation, etc...) et indication précise des dérogations au CCTP
 - qu'elles respectent les exigences minimales du CCTP.

La proposition d'une offre avec variante(s) libre (s) sera présentée dans un acte d'engagement distinct de celui de l'acte d'engagement de la solution de base sur lequel sera indiqué qu'il s'agit d'une proposition de variante(s).

- Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) : Uniquement pour les matériaux de surfaces : pavages, enrobés et béton balayé et pierres des maçonneries
- Descriptions concernant les achats complémentaires : Des modifications en cours d'exécution -(avenants) pourront être passées et des clauses de réexamens.

Prestations divisées en lots : oui

Possibilité de présenter une offre pour un seul lot

Durée du marché ou délai d'exécution : 13 mois à compter de la notification du marché

Date prévisionnelle de commencement des travaux (Marché de travaux) : 02 mai 2019

Cautionnement et garanties exigés : Une garantie de 5% sera demandée. Une avance de 5% pourra être versée dans les conditions définies à l'article 110 du décret du 25/03/2016. Une garantie à première demande sera exigée en contrepartie de l'avance.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent :
Les prix sont unitaires et révisables. Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande d'acompte par le maître d'oeuvre. Le financement est assuré par autofinancement de la Commune de Longuenée en Anjou, le cas échéant, par des ressources externes (subventions, emprunts...) conformément aux lois et règlements en vigueur

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : Le marché sera conclu avec une entreprise unique ou des entreprises groupées. La forme juridique du groupement devra être soit un groupement solidaire soit un groupement conjoint avec mandataire solidaire

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : français.

Unité monétaire utilisée, l'euro

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015.

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>)
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>)

Autres renseignements demandés :

- Attestation d'assurances en cours de validité
- Capacité économique et financière : Le chiffre d'affaires de l'entreprise ou de chacun des membres du groupement réalisé au cours des 3 dernières années, pour des prestations similaires à l'objet du marché
- Une liste des travaux similaires exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Cette liste, triée par date décroissante, indique la date, le montant et la nature des travaux effectués en propre, le lieu d'exécution des travaux, le maître d'ouvrage et précise s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.
Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
Qualifications P110 ou références similaires pour le lot 2

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON.

Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif)

Type de procédure : Procédure adaptée

Date limite de réception des offres : 05 mars 2019 à 12 h 00

Numéro de référence attribué par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : AOA 6851 19 06

Renseignements complémentaires : La durée de travaux comporte deux phases de travaux. Procédure adaptée, avec possibilité de négociation, passée dans le respect des dispositions de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et de l'article 22 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Les candidats peuvent poser des questions jusqu'au 25/02/2019 à 17h00 sur le site <http://www.achatpublic.com>. Les réponses seront apportées au plus tard le 27/02/2019 sur le même site. Les candidatures et les offres sont obligatoirement remises par voies dématérialisées.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 05 février 2019

Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus : courriel : c.tropres@anjouloireterritoire.fr, adresse internet : <http://www.achatpublic.com>

Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre administratif peuvent être obtenus : courriel : l.thomas@anjouloireterritoire.fr, adresse internet : <http://www.achatpublic.com>

Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus : adresse internet : https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2019_3C9CyDyJug

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal Administratif de Nantes, 6 Allée de l'île Gloriette, BP 24111, 44041 Nantes, tél. : 02 40 99 46 00, télécopieur : 02 40 99 46 58, courriel : greffe.ta.nantes@juradm.fr, adresse internet : http://www.conseil-etat.fr/ta/nantes/index_ta_co.shtml

Détails d'introduction des recours : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Nature et désignation des lots :

Lot(s) 1 Lot 1 : VRD

Travaux préparatoires / réseaux EP neuf / terrassements généraux / voiries / trottoirs / EV

Lot(s) 2 Lot 2 : Aménagements paysagers

Plantations / mobiliers et équipements / maçonnerie

DONNÉES NON PUBLIABLES À DESTINATION DES SUPPORTS DE DIFFUSION

Référence de l'annonce dans le module de publication : **3349768**

SUPPORTS DE PUBLICATION CHOISIS POUR CETTE ANNONCE

Votre annonce sera publiée comme suit :

Profil d'acheteur Publication intégrale

BOAMP Publication intégrale

Département : 49 - Maine-et-Loire

Courrier de l'ouest 49 Publication intégrale

Message à l'attention du support :

Bonjour,

Marché > à 90K€

A publier dans votre prochain numéro avec le logo ALter Public. Nous adresser une attestation de parution.
cordialement,

DONNÉES DE FACTURATION

Libellé de la facture :

Alter Public agissant au nom et pour

Le compte de Longuenée en Anjou 48C Boulevard FOCH BP 80110

49101 - Angers cedex 02

Adresse d'expédition :

Alter Public agissant au nom et pour

Le compte de Longuenée en Anjou 48C Boulevard FOCH BP 80110

49101 - Angers cedex 02